



N°

DEMANDE DE SUBVENTION

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

TYPE D'OPERATION 4.1.1. DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA GUYANE 2014-2020

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° DE DOSSIER OSIRIS : _____

LIBELLE DU PROJET OSIRIS : _____

DATE DE RECEPTION : _____/_____/20____

DATE DE DOSSIER COMPLET : _____/_____/20____

Intitulé du projet :
(à remplir par le demandeur)

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : _____ (obligatoire)
(attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)

N° PACAGE : _____
(concerne uniquement les agriculteurs)

VOTRE STATUT JURIDIQUE :
(Exploitation individuelle, SCEA, GAEC, EARL, SARL, SA, SCI, Etablissement public, Association loi 1901, ...)

➤ Pour les personnes physiques :

CIVILITE : Madame Monsieur

VOTRE NOM : _____

VOTRE NOM DE JEUNE FILLE (le cas échéant) : _____

Votre Prénom : _____

Date de naissance : _____ Nationalité : _____

➤ Pour les personnes morales :

VOTRE RAISON SOCIALE : _____

VOTRE APPELLATION COMMERCIALE (le cas échéant) : _____

NOM Prénom du représentant légal : _____

Date de naissance : _____ Nationalité : _____

Fonction du représentant légal (Président...) : _____

Responsable du projet (si différent) : _____

COORDONNEES DU DEMANDEUR (personne physique ou morale)

Adresse : _____
permanente du demandeur

Code postal : |_____|_____|_____|_____|_____| Commune : _____

_____ : |_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____| Téléphone portable professionnel : |_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|

N° de télecopie (*facultatif*) : |_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____| Courriel : _____

Coordonnées du responsable du projet (*si différent du demandeur*) :

_____ : |_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____| Courriel : _____

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL VOUS DEMANDEZ LE VERSEMENT DE L'AIDE

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

- #### ➤ Pour les personnes physiques :

Vous exercez le métier d'agriculteur : à titre principal à titre secondaire

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur ? oui non

(Bénéficiant des aides à l'installation (DJA) et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CJA)

Bénéficiez-vous de l'aide au démarrage pour le développement des petites exploitations (DPA) ? oui non

Les investissements s'inscrivent-ils dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DPA ou DJA) ? oui non⁽¹⁾

Êtes-vous membre d'un groupement d'agriculteurs ? oui non

Si oui, précisez lequel :

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la société a plus d'adhérents.

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la société a plus d'associés					
Nom et prénoms des associés exploitants ou dénomination sociale	Associé(s) à titre principal ⁽²⁾	N° PACAGE ou SIRET	JA*	Si JA, projet inscrit dans le plan d'entreprise JA	Pourcentage de parts sociales
	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non ⁽¹⁾	_____%
	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non ⁽¹⁾	_____%
	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non ⁽¹⁾	_____%

La société est-elle membre d'un groupement d'agriculteurs ? oui non

Si oui, précisez lequel :

- Pour les groupements d'agriculteurs, y compris CUMA :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles : | | |

Nombre d'adhérents exploitants agricoles du groupement participant ou bénéficiant à l'investissement :

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus d'adhérents.

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la coopérative a plus d'adhérents				
N°	Nom et prénom de l'adhérent participant	Date de naissance	N° PACAGE ou SIRET	JA*
1				<input type="checkbox"/>
2				<input type="checkbox"/>
n				<input type="checkbox"/>

(1) Si non, joindre au présent formulaire un avenant au plan d'entreprise

(2) Joindre les justificatifs pour chaque associé-exploitant (relevés de compte, avis d'imposition récents)

* Veuillez cocher la case si nécessaire

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

➤ Localisation du siège d'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : _____

Code postal : _____

Commune : _____

➤ Situation de l'exploitation :

Siège d'exploitation bénéficie : - d'un raccordement à l'eau :

oui non

- d'un raccordement à l'électricité :

oui non

➤ Situation de l'exploitation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélevements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3) :

Veuillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : _____

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (ex : forage pour les bâtiments d'élevage, prélèvement pour l'irrigation).

ne relève pas de ces réglementations.

➤ Situation de l'exploitation au regard des normes réglementaires pour les activités d'élevage :

Normes liées à la gestion des effluents

Vos infrastructures de gestion des effluents doivent être en régularité au regard des normes avant et après la réalisation de votre projet.
Cochez la situation qui vous correspond :

vous relevez de la réglementation ICPE. La durée de stockage permises par vos installation de gestion d'effluents est d'au moins 4 mois. Vous devez joindre une expertise de dimensionnement, sauf si vous relevez du régime de l'autorisation et que vous n'avez pas modifié votre cheptel depuis votre dernier arrêté.

vous ne relevez pas de la réglementation ICPE. La durée de stockage permises par vos installation de gestion d'effluents est d'au moins 1,5 mois (règlement sanitaire départemental). Vous devez joindre une expertise de dimensionnement.

Le cas ci-après précise les obligations de réaliser l'expertise de dimensionnement après travaux justifiant du respect de la réglementation.
Cochez la situation qui vous correspond :

la nature de votre projet induit une (des) modifications sur la gestion des déjections produites dans vos bâtiments (nature, quantité, gestion) : vous devez joindre une expertise après travaux.

la nature de votre projet n'induit pas de modification sur la gestion des déjections produites dans vos bâtiments : vous n'avez pas à joindre d'expertise après travaux.

Normes liées au bien-être des animaux

Le cas échéant, êtes vous aux normes pour chacun des ateliers ?

Veaux de boucherie oui non⁽¹⁾ sans objet

Porcs reproducteurs (truies) oui non⁽¹⁾ sans objet

Poules pondeuses oui non⁽¹⁾ sans objet

⁽¹⁾Si non, vous ne pouvez bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

VERIFICATION DU CRITERE COMMUNAUTAIRE LIE A L'AMELIORATION DU NIVEAU GLOBAL DES RESULTATS DE L'EXPLOITATION A PARTIR DES RESULTATS PREVISIONNELS DE L'EXPLOITATION

➤ **Si vous avez une comptabilité :**

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunt moyen et long terme de l'exploitation		
Produit de l'exploitation : Vente+ primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

➤ **Si vous n'avez pas de comptabilité :**

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunt moyen et long terme de l'exploitation		
Produit de l'exploitation : Vente+ primes		
Solde de l'exploitation : recette-dépenses		

➤ **Si vous êtes une CUMA :**

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Capitaux propres (capital social + réserve)		
Capitaux permanents (capital emprunté à long et moyen terme)		
Immobilisation		

CRITERES D'EVALUATION DU PROJET

Evolution du nombre d'UTH :
(UTH = Unité de Travail Humain)

UTH avant projet : |__|__|

UTH après projet : |__|__|

Critères	Oui	Non	Si oui préciser
Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Temps de travail gagné estimé : __ __ (en heures/jour)
Votre projet permet-il de préserver la ressource en eau par : <ul style="list-style-type: none">- la collecte et stockage d'eau de pluie ou de ruissellement ?- la mise en place d'un système d'irrigation économe en eau ?- la mise en place d'un système d'irrigation entraînant une économie en eau de plus de 5% sur la base d'un relevé de la consommation annuelle d'eau ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Votre projet favorise-t-il l'autonomie énergétique de votre exploitation à partir d'énergies renouvelables ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Votre projet favorise-t-il l'exploitation à entrer dans une démarche environnementale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Votre projet permet-il la mise aux normes environnementales de l'exploitation dans le délai réglementaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

DEPENSES PREVISIONNELLES

Si vous manquez de place, vous pouvez reproduire les tableaux à l'identique dans votre dossier de présentation

➤ **Dépenses sur devis :**

Investissements matériels

Nature de l'investissement	Montant prévisionnel	Devis joint*	Fournisseur à l'origine du devis	Auto construction*
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
	_____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues [A]	_____			

Investissements immatériels (le cas échéant)

Nature de l'intervention prévue	Montant prévisionnel	Devis joint*	Fournisseur à l'origine du devis
	_____	<input type="checkbox"/>	
TOTAL des dépenses prévues [B]	_____		

➤ **Estimation de l'auto-construction (le cas échéant) :**

Type d'action	Temps prévisionnel consacré à cette action (nb d'heures)	Coût horaire de l'auto-construction	Montant prévisionnel en €
	_____	_____	_____
	_____	_____	_____
	_____	_____	_____
TOTAL des dépenses prévues [C]		_____	_____

➤ **Contributions en nature (le cas échéant) :**

Nature de la contribution	Montant en €

TOTAL des dépenses prévues [D]	_____

TOTAL général des dépenses prévues [A] + [B] +[C] + [D]

* Cocher la case si nécessaire. Un seul devis suffit pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT, 2 devis lorsque leur montant est compris entre 2 000 € et 90 000 € HT et 3 devis doivent être

RECETTES PREVISIONNELLES GENEREES PAR LE PROJET (le cas échéant)

Nature de la recette prévue	Montant prévisionnel
	_____ _____ , ____
	_____ _____ , ____
	_____ _____ , ____
TOTAL des recettes prévisionnelles	_____ _____ , ____

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Taux de l'aide sollicité : |____| %
(calcul du taux de l'aide en annexe 1)

Les rubriques « Sous-total financements publics », « Sous-total financement privé » et « Recettes prévisionnelles générées par le projet » doivent impérativement être renseignées.

Financements	Montant en € ⁽¹⁾
Financements publics sollicités	
Europe (FEADER)	_____ _____ , ____
Collectivité territoriale de la Guyane (CTG)	_____ _____ , ____
Etat (préciser sources) :	_____ _____ , ____
Autres* (préciser sources) :	_____ _____ , ____
Sous-total financements publics [a]	_____ _____ , ____
Financements privés	
Apport personnel	_____ _____ , ____
Emprunt ⁽²⁾	_____ _____ , ____
Autres* (préciser sources) :	_____ _____ , ____
Sous-total financements privés [b]	_____ _____ , ____
Recettes [c]	_____ _____ , ____
TOTAL général = coût du projet ([a] + [b] + [c])	_____ _____ , ____

* à préciser

- (1) Vérifier la cohérence entre le montant sollicité et les dépenses / recettes prévisionnelles.
 (2) Si emprunt, le prêt vous a t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

DECLARATION D'AIDES PERÇUES, AU TITRE DE LA MODERNISATION* DEPUIS 2007

Investissements concernés	Année	Montant de l'aide
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
	20 ____	_____ _____ , ____
TOTAL des aides perçues		_____ _____ , ____

* Mesure 121 du PDRG 2007-2013 et Mesure 4.4.1 du PDRG 2014-2020

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides à la modernisation des exploitations agricoles du programme de développement de la Guyane
- J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**
- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant le dépôt du dossier auprès du guichet unique,
 - Ne pas avoir sollicité une autre aide que les aides indiquées sur cette demande (y compris défiscalisation qui est une aide d'Etat) pour le même projet et les mêmes investissements,
 - Avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, des points de contrôle, les règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
 - L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
 - Etre à jour de mes cotisations fiscales, ou bénéficier d'un plan d'apurement et le respecter,
 - Etre à jour de mes cotisations sociales, ou bénéficier d'un plan d'apurement et le respecter,
 - N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civil qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
 - Respecter les normes minimales attachées à mon projet,
 - Avoir pris connaissance que ma demande pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.
 - Avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet
 - Avoir effectué l'état des lieux de l'exploitation permettant de déterminer si je dois joindre à ma demande une expertise de dimensionnement avant et/ou après réalisation de mes investissements.

Le cas échéant :

- Avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées l'autorisation de réaliser ces aménagements en application de l'article L.411-73 du code rural ,
- Que ma société / mon exploitation / mon entreprise relève de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...
- Informer la DAAF de Guyane de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet, ou de mes (nos) engagements,
- Me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales ou européennes,
- Permettre / faciliter l'accès à ma (notre) structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix années,
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres aides (nationales ou européennes), en plus de celles mentionnées dans le tableau « financement du projet »,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide,
- Ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide,
- A poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement celle ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de paiement final de l'aide,
- A respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide,
- A prévenir par courrier ou par mail la DAAF de Guyane du début d'exécution de l'opération,
- A respecter les délais d'exécution du projet.
- A assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous :
 - en faisant figurer sur toute publication relative à l'opération, y compris les informations publiées par voie électronique t le site web, la mention du soutien du FEADER en utilisant le logo européen (http://europa.eu/abc/symbols/emblem/download_en.htm), la mention : « fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'un descriptif du projet,
 - et, selon le seuil ci-dessous de l'opération ;
 - en apposant pour les opérations dont le coût total éligible est supérieur à 10 000 euros, au moins un affiche présentant des informations sur l'opération (dimension minimal A3)
 - en apposant une plaque explicative (dimension minimale : A3), pour les opérations pour lesquelles le coût total éligible est supérieur à 50 000 euros
 - en installant un panneau sur les sites des infrastructures pour les opérations pour lesquelles le coût total éligible est supérieur à 500 000 euros

Cette affiche, plaque explicative ou panneau sont apposés/installés dans un lieu aisément visible par le public, et comprennent : utilisant le logo européen (http://europa.eu/abc/symbols/emblem/download_en.htm), la mention : « fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'un descriptif du projet et les informations relatives à l'investissement. Ces éléments relatifs à la publicité européenne doivent occuper 25% du support.

En outre, les logos des financeurs nationaux et la mention de leur soutien financier doivent figurer sur les supports relatifs à la publicité.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- En cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- Conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.
- Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Collectivité Territoriale de Guyane « Pôle Affaires Européennes» : fonds-europeens@cr-quyane.fr .

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Pièces à fournir pour tous les demandeurs				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Devis détaillés des investissements matériels ou immatériels	Tous	<input type="checkbox"/>		
Au moins deux devis* pour chaque dépense présentée supérieure à 2 000€ (si possible classée par type d'investissement) *Voir notice				
Etude technico-économique simplifiée (coût du projet < 30 000€) ou complète (coût du projet > 30 000€)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de l'apport personnel : relevé de compte récent	Tous	<input type="checkbox"/>		
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées (prêt bancaire, mécénat, etc)	Si de telles ressources finances le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie visible)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité fiscale délivrée par les services fiscaux pour le demandeur, et dans le cas de forme sociétaire pour la forme sociétaire et pour chaque exploitant associé (formulaire n°3666)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétant (AMEXA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels Attestation d'affiliation AMEXA	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration annuelle des salariées	Si le demandeur est employeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Titre foncier (acte de propriété, bail, etc) ou à minimum un avis favorable du propriétaire pour l'obtention du terrain au moment de la demande (si terrain d'Etat : avis favorable en commission d'attribution foncière)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Trois dernières liasses fiscales complètes ou les trois derniers bilans et comptes de résultats ou à défaut la feuille recettes-dépenses (annexe 2)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie du dernier avis d'imposition	Tous			
Copie d'une pièce d'identité	Si le demandeur n'a pas de numéro Pacage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte de séjour	Si le demandeur n'est pas ressortissant de l'UE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet de contrat de crédit-bail et échéancier des loyers distinguant le coût net et les frais dérivés et annexe 4	Si crédit-bail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces à fournir pour les personnes morales				
Extrait K-bis de moins de 3 ans	Pour les formes sociétaires, les CUMA, bailleurs si crédit bail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire à jour des statuts	Pour les formes sociétaires, les CUMA et les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Pour les associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif	Pour les coopératives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations ou structures publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement des adhérents de la structure participant à	Pour les CUMA, groupements de	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

l'investissement de ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type sur la période 2014-2020	producteurs			
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces à fournir en fonction du projet d'investissement				
Autorisation du propriétaire – Annexe 3	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Récépissé de permis de construire ou arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Si le projet prévoit une construction	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plans des aménagements intérieurs	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents :	Si les investissements portent sur la gestion des effluents d'élevage	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
- avant projet - après projet				
Autorisation (à minima preuve de dépôt) ou déclaration au titre du code de l'environnement ou santé publique pour les travaux / ouvrage le nécessitant	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Le service gestionnaire se réserve le droit de demander des pièces complémentaires pour une meilleure appréciation du dossier.

⁽¹⁾ Attention : lors d'une première demande de subvention FEADER, ces pièces sont obligatoirement à fournir. Par la suite :

- Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DAAF de GUYANE à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.
- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DAAF de GUYANE après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : _____
Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque co-financeur. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

SIGNATURE

Fait à _____ le |_____|.

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (visé en page1)*

Cachet du demandeur

*Dans le cas des GAEC, signature de l'ensemble des membres

ANNEXE 1
Grille de modulation du taux d'aide

➤ **Taux d'aide publique spécifique**

Nature de l'investissement	Agriculteur à titre principal	Agriculteur à titre secondaire	Taux du projet*
micro projet (< 15 000 € et primo demandeur)	75 %	75 %	_____ %
jeune agriculteur installé avec la DJA pendant les 5 premières années après la date de son installation (CJA)	75 %	50 %	_____ %
CUMA, associations à vocation agricole, groupements de producteurs	75 %		_____ %
piste interne, électrification interne	50 %	35 %	_____ %
mise aux normes	75 %	75 %	_____ %
véhicules utilitaires et matériel roulant équivalent et à usage collectif	30 %	30 %	_____ %

* à remplir en fonction des caractéristiques de votre projet

➤ **Grille de modulation du taux d'aide pour les autres demandeurs**

	Critères de modulation		Note possible	Note du projet*
a b	Type d'installation	Agriculteur installé depuis moins de 10 ans et n'ayant pas bénéficié des aides à l'installation	Oui Non	6 0 _____
		Jeune agriculteur installé avec la DJA, qui est entre la 6ème et la 10ème année de son installation	Oui Non	4 0 _____
2	revenu annexe	Absence de revenu d'activité annexe non agricole	Oui Non	1 0 _____
3	critère de revenu	le demandeur dispose d'un revenu agricole < à 1 SMIC	Oui Non	1 0 _____
4	Historique d'aide publique aux investissements	le demandeur a bénéficié d'un volume d'investissement déjà aidé au titre de la modernisation depuis 2007	aucune aide Inférieur à 150 000 € Entre 150 000 € et 300 000 € Supérieur à 300 000 €	4 3 2 0 _____
5	Contrainte géographique	le siège social de l'exploitation est localisée sur une commune isolée ou sur un site isolé (à minima absence d'eau ou d'électricité - réseaux)	Oui Non	2 0 _____
6	critère de comptabilité	le demandeur tient une comptabilité avant sa demande	Depuis 1 an Depuis 2 ans ou plus	1 2 _____
7	caractéristiques du projet de développement	Investissement structurant	Dimension collective Individuel	4 2 _____
			Moins de 5 % Entre 5 % et 15 % Entre 15 % et 25 % Entre 25 % et 35 % Plus de 35 %	0 1 2 3 4 _____
		Part des postes de dépenses ayant un effet positif sur l'environnement	Moins de 5% Entre 5 % et 15 % Entre 15 % et 25 % Entre 25 % et 50 % Plus de 50 %	0 1 2 3 4 _____
			Moins de 5% Entre 5 % et 15 % Entre 15 % et 25 % Entre 25 % et 50 % Plus de 50 %	0 1 2 3 4 _____
		les investissements prévus présentent la meilleure efficience possible par rapport au système de production actuel ou projeté	1 UTH ⁽¹⁾ 2 UTH ou plus	2 4 _____
		Les investissements induisent une création d'emplois en plus de celui de l'exploitant	Total	32 _____

⁽¹⁾ UTH = Unité de Travail Humain

* à remplir en fonction des caractéristiques de votre projet

Nature de l'investissement	Agriculteur à titre principal	Agriculteur à titre secondaire	Taux du projet**
15 points et plus	75 %	55%	_____ %
13 à 14 points	65 %	45 %	_____ %
11 à 12 points	55 %	35 %	_____ %
10 points et moins	50 %	30 %	_____ %

** à remplir en fonction du nombre de points calculés

ANNEXE 2
Fiche de calcul « recettes-dépenses » pour les exploitations sans comptabilité de gestion

RECETTES	DEPENSES
	Frais variables
Ventes (lait, animaux, produits animaux ou végétaux) : __ __ __ __ , __ __ €	Aliments achetés : __ __ __ __ , __ __ €
Ventes liées aux activités de transformation : __ __ __ __ , __ __ €	Achat d'animaux : __ __ __ __ , __ __ €
Recettes liées aux activités touristiques : __ __ __ __ , __ __ €	Frais d'élevage (frais vétérinaires, frais de reproduction, autres frais) __ __ __ __ , __ __ €
Autres recettes : __ __ __ __ , __ __ €	Engrais et traitement des cultures et sols : __ __ __ __ , __ __ €
Aides animales : __ __ __ __ , __ __ €	Semences et plants : __ __ __ __ , __ __ €
ICHN : __ __ __ __ , __ __ €	Divers approvisionnements et marchandises : __ __ __ __ , __ __ €
MAE : __ __ __ __ , __ __ €	Carburants et lubrifiants entretien et réparations : __ __ __ __ , __ __ €
	Eaux, gaz, électricité : __ __ __ __ , __ __ €
	Frais fixes
	Salaires et charges sociales des salariés : __ __ __ __ , __ __ €
	Cotisations sociales personnelles de l'exploitant : __ __ __ __ , __ __ €
	Impôts fonciers : __ __ __ __ , __ __ €
	Taxes : __ __ __ __ , __ __ €
	Rémunération des travaux effectués par des tiers : __ __ __ __ , __ __ €
	Crédit bail, locations : __ __ __ __ , __ __ €
	Fermages : __ __ __ __ , __ __ €
	Primes d'assurances : __ __ __ __ , __ __ €
	Charges financières (découverts, crédits revolving) : __ __ __ __ , __ __ €
(A) TOTAL RECETTES = __ __ __ __ , __ __ €	(B) TOTAL DEPENSES = __ __ __ __ , __ __ €
(C) Solde d'exploitation (A) – (B) = __ __ __ __ , __ __ €	
(D) Annuités des emprunts liés à l'exploitation = __ __ __ __ , __ __ €	
Estimation du « revenu disponible » (C) – (D) = __ __ __ __ , __ __ €	

Fait à le :

Signature du demandeur :
 (du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

ANNEXE 3

Autorisation du propriétaire

A compléter si le demandeur n'est pas propriétaire (y compris si le propriétaire est associé-exploitant)

NOM du propriétaire ou raison sociale :

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_____|_____|_____|_____|____| Commune : _____

Accord pour la réalisation des travaux :

Je, soussigné-e M.

des travaux décrits dans le projet présenté par

Fait à _____ le : _____

Signature du propriétaire

ANNEXE 4
Identification et coordonnées du bailleur
En cas de crédit-bail

A compléter si investissement dans le cadre de crédit-bail

N° SIRET : |____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Dénomination sociale :

|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Forme juridique :

exploitation individuelle, EURL, SARL, SA, SAS, coopérative ...

Date d'immatriculation : |____|____|____|____|

Nom du représentant légal :

|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Prénom :

|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Civilité: Madame Monsieur

Date de naissance : |____|____|____|

Fonction du représentant : |____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Responsable du projet (si différent) :

|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|____|

Adresse :

permanente du demandeur

Code postal : |____|____|____| Commune : _____

☎ fixe : |____|____|____|____|____|____|

☎ mobile : |____|____|____|____|____|

Courriel: _____ N° de télexcopie : |____|____|____|____|____|



N°

ANNEXE 1 : GRILLE DE SELECTION DU TYPE D'OPERATION 4.1.1

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à 10 points sont sélectionnés.

Critère de sélection	Note possible	Note attribuée [a]	Poids [b]	Note finale [c] = [a]*[b]
Type de porteur de projet				
Jeune agriculteur installé avec la DJA et durant les 5 années à compter de la date d'installation constatée	0 1	Non Oui	5	
Agriculteur installé avec la DPA durant les 5 années à compter de la date d'installation constatée	0 1	Non Oui	5	
CUMA, associations à vocations agricoles, groupements de producteurs	0 1	Non Oui	5	
Agriculteur à titre principal ou à titre secondaire installé depuis moins de 5 ans (hors DJA et DPA)	0 1	Non Oui	2	
Agriculteur à titre principal ou à titre secondaire installé depuis plus de 5 ans	0 1	Non Oui	1	
Historique des investissements subventionnés				
Montant des investissements éligibles ne dépasse pas le plafond de 150 000 €/UTH sur une période de deux années (max. 2 UTH par exploitation)	0 1	Non Oui	5	
Montant des investissements éligibles ne dépasse pas le plafond de 300 000 € pour une CUMA de moins de 7 adhérents ou de 500 000€ CUMA d'au moins 7 adhérents sur une période de deux années	0 1	Non Oui	5	
Investissement permettant de développer des filières prioritaires ou des modes de production prioritaires définis dans le PRAD	0 1	Non Oui	2	
Investissements en adéquation avec le système de production	0 1	Non Oui	2	
Investissements participant à l'autonomie énergétique de l'exploitation à partir d'énergies renouvelables	0 1	Non Oui	1	
Investissements permettant la collecte et le stockage d'eau de pluie ou de ruissellement ou la mise en place d'un système d'irrigation économique en eau ou une économie d'eau supérieure à 5 % sur la base d'un relevé de la consommation annuelle d'eau	0 1	Non Oui	1	
Exploitation entrant dans une démarche environnementale	0 1	Non Oui	1	
Investissements permettant la mise aux normes environnementales de l'exploitation dans le délai réglementaire	0 1	Non Oui	5	
Total				